*Résumé succinct du rapport*

**Un budget pour l’année charnière 2010**

Le pays, son économie et sa communauté nationale se trouvent au seuil d’une année charnière, une année qui s’intercale entre une suite d’années fastes où la croissance économique atteignait plus de 4% en moyenne et un avenir qui risque d’être marqué par une croissance plus modeste et plus près de la moyenne internationale. Ce changement qui, loin de nous mener dans la détresse, risque tout de même de nous obliger à certaines adaptations qui devraient dès à présent trouver leur reflet dans la politique budgétaire de l’État, y inclus une plus grande rigueur budgétaire au travers d’une méthodologie améliorée.

Ce rapport ne pourra donc se limiter à une simple analyse du budget pour le prochain exercice. Son ambition est de décortiquer, au-delà du budget 2010, les risques qui guettent l’économie luxembourgeoise et ses diverses composantes, les moyens de les éviter et les opportunités à saisir pour assurer l’avenir également des générations suivantes.

1. Pour le Luxembourg, la crise financière et économique mondiale se révèle être ***une crise à retardement***. Ressentie comme telle par ceux qui en souffrent directement, dont nombre de frontaliers, la crise n’est toujours pas arrivée dans les portemonnaies et à fortiori dans les têtes d’une majorité des concitoyens. Les chiffres sont pourtant là pour prouver que le Grand-Duché n’a pas été épargné. Les premiers à s’en ressentir sont les entreprises obligées à des coupes sombres dans leurs frais de fonctionnement. Les victimes de ces mesures sont évidemment les salariés frappés de chômage partiel, voire de licenciements. L’autre victime c’est l’État qui se trouve confronté, pour la première fois depuis longtemps, à un déficit budgétaire notable et à des réserves qui s’épuisent rapidement.
2. Comme la crise a été déclenchée par le monde financier avant de devenir une crise économique, elle s’est forcément répercutée sur ***la place financière de Luxembourg***. Ses piliers principaux, la banque privée et l’administration des fonds d’investissement, ont été affectés dans une mesure telle, que les revenus ont baissé notablement, que le nombre de banques est en diminution et l’emploi en régression. Bien que les résultats pour l’année 2009 ne s’annoncent pas trop mauvais, les menaces que la politique européenne fait planer sur l’avenir de la place comme centre de gestion patrimoniale font ressortir les dangers inhérents au quasi monolithisme de l’économie luxembourgeoise, trop dépendante du seul secteur financier.
3. Confrontée à un ***déséquilibre budgétaire*** inhabituel et à des perspectives de croissance bien inférieures aux performances du quart de siècle passé, le Gouvernement n’aura pas de choix : il doit continuer la politique anticyclique jusqu’à fin 2010 et profiter de cette année pour définir un cadre de redressement pluriannuel. Vu le besoin urgent de freiner le rythme des dépenses afin d’éviter que l’État ne sombre dans un endettement difficile à maîtriser par la suite, le virage devra être pris au plus tard avec le budget 2011 ce qui exigera des préparations intensives dès le début de l’année prochaine.
4. Comme toute crise conjoncturelle, celle que nous vivons pour l’instant va passer. Mais il ne faut pas sous-estimer la crise structurelle à laquelle le Grand-Duché risque de se voir exposé, une ***crise derrière la crise*** qui se dégage des déficiences structurelles de l’économie nationale, déficiences cachées par le niveau de vie plus que confortable dont nous ont gratifié les années fastes. La vérité primaire selon laquelle il faut d’abord gagner l’argent avant de pouvoir le dépenser par après reste d’actualité, aussi et surtout pour un petit pays aux ressources limitées.
5. Aussi faudrait-il éviter le piège, ô combien tentant ***d’un endettement*** grâce auquel on espérerait échapper aux adaptations qui s’imposent. Un endettement substantiel rien que pour maintenir un niveau de vie devenu intenable avec un rythme de croissance réduit, relèverait de l’irresponsabilité vis-à-vis des générations montantes. En fait, nos enfants et petits-enfants auront à subir non seulement la charge de la dette accumulée par leurs prédécesseurs, mais encore la tare autrement lourde que représentera la charge des pensions, qui, à défaut d’une réforme fondamentale, s’alourdira de façon exponentielle.
6. Après tout, l’avenir de notre économie sera celui que nous lui aurons préparé nous mêmes. Aussi les responsables politiques n’échapperont-ils pas au devoir de poursuivre le double objectif de ***consolider la place financière et de diversifier l’économie nationale***, mission certes plus permanente que révolutionnaire, mais devenue incontournable suite à la mutation dans laquelle notre communauté nationale se trouve engagée. Encore faut-il que le gouvernement se dote des moyens nécessaires pour atteindre cet objectif.
7. Au-delà des considérations rivées sur le développement de l’outil de production national, le Luxembourg a un intérêt certain à s’impliquer dans les travaux visant à mettre en place un nouveau concept de la croissance. Dorénavant le PIB ne se mesurera plus au travers du seul critère matériel qu’est l’évolution économique, mais tiendra compte, dans une mesure égale, des aspects environnementaux et sociaux. Ce ***tryptique de la croissance*** trouvera son application dans le concept du PIB du bien-être, dont les fondements sont en voie d’élaboration à l’échelle internationale. Ce nouveau modèle de croissance répondra de façon idéale aux aspirations de notre communauté nationale qui, depuis toujours, sont focalisées sur la condition humaine, mettant l’homme au centre de toutes les préoccupations.